

Violations des droits de l'homme à Brunei, en Chine et au Cameroun

- Brunei doit abolir la peine de mort par lapidation pour les relations homosexuelles consenties, les relations sexuelles extraconjugales et l'avortement
- La Chine doit fermer tous les camps et centres de détention à des fins de “rééducation politique”
- Le Cameroun doit cesser la violence contre les manifestants et les opposants politiques

Les députés déplorent les violations des droits de l'homme et toutes les formes de répression politique au sultanat de Brunei, en Chine et au Cameroun.

Le Parlement européen a adopté jeudi trois résolutions faisant le point sur la situation des droits de l'homme au sultanat de Brunei, en Chine et au Cameroun.

Le sultanat de Brunei doit cesser de criminaliser les relations homosexuelles consenties

Les députés condamnent fermement l'entrée en vigueur du code pénal de la charia au sultanat de Brunei, qui introduit la peine de mort par lapidation pour les relations homosexuelles consenties, les rapports sexuels extraconjugaux et l'avortement, ainsi que l'amputation pour vol, tant pour les adultes que pour les enfants. Ils s'inquiètent du fait que, bien que de nombreux pays dépénalisent les relations homosexuelles consenties, Brunei soit devenu le septième État à les punir.

Les députés exhortent les autorités du pays à abroger immédiatement le code pénal de la charia et à se conformer au droit et aux normes internationales. Dans la résolution, ils invitent également le Service européen pour l'action extérieure à envisager l'adoption de mesures au niveau de l'UE pour sanctionner les violations des droits de l'homme, telles que le gel des avoirs et l'interdiction de visa.

La résolution a été adoptée à main levée.

La Chine doit mettre fin aux détentions arbitraires de membres des minorités religieuses et ethniques

Le Parlement est préoccupé par le régime de plus en plus répressif auquel sont confrontées en Chine de nombreuses minorités religieuses et ethniques, telles que les Ouïghours, les Kazakhs, les Tibétains et les chrétiens. La situation se détériore rapidement, ce qui restreint encore davantage leurs droits fondamentaux. Les députés exhortent le gouvernement chinois à mettre fin à la détention arbitraire, sans inculpation, jugement ou condamnation pour infraction pénale, de membres des minorités ouïghoure et kazakhe et de Tibétains.

Selon l'ONU, la Chine a mis en place un programme de détention extrajudiciaire, avec "des dizaines de milliers à un million d'Ouïghours" actuellement contraints de suivre une "rééducation" politique. Les députés sont également préoccupés par les informations selon lesquelles le système des camps du Xinjiang s'est étendu à d'autres régions de Chine et, à cet égard, demandent instamment à la Chine de fermer tous les centres de détention et de libérer les personnes détenues immédiatement et sans condition

La résolution a été adoptée par 505 voix pour, 18 contre et 47 abstentions.

Les autorités camerounaises doivent mettre fin au recours à la force contre l'opposition politique

Cette année, les forces de sécurité camerounaises ayant violemment réprimé les manifestations de l'opposition et arrêté quelque 200 sympathisants de l'opposition, dont le dirigeant politique Maurice Kamto, les députés condamnent le recours à cette force, exigent une enquête indépendante et transparente sur le comportement des forces de police et de sécurité à l'encontre des manifestants et la libération immédiate de tous les détenus pour des motifs politiques. Ils souhaitent également que le gouvernement du pays confirme qu'il ne demandera pas la peine de mort pour les militants politiques et les manifestants, rappelant que cette peine n'a pas été appliquée au Cameroun depuis 1997.

Le Parlement exhorte également le gouvernement camerounais à entamer une révision du système électoral du pays, dans le but d'assurer un processus électoral libre, transparent et crédible. L'actuel Président camerounais, Paul Biya, est au pouvoir depuis 1982, ce qui en fait l'un des plus anciens présidents au pouvoir dans le monde. Les dernières élections présidentielles de 2018 ayant été marquées par des soupçons de fraude et d'irrégularités, les députés insistent pour qu'une révision du système électoral ait lieu avant toute nouvelle élection, afin de promouvoir la paix et d'éviter une crise post-électorale.

La résolution a été approuvée à main levée.

En savoir plus

[Textes adoptés \(18.04.2019\)](#)


[Enregistrement vidéo des débats \(18.04.2019\)](#)


[Produits multimédias](#)

Contacts

Viktor ALMQVIST

Attaché de presse

 (+32) 2 28 31834 (BXL)

 (+33) 3 881 72420 (STR)

 (+32) 470 88 29 42

 [@EP_HumanRights](https://twitter.com/EP_HumanRights)

 viktor.almqvist@europarl.europa.eu
